

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité Administrative
Bâtiment C – 2ème étage
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LHOIST FRANCE OUEST

Route de Buzançais
Usine des Gaillards
36800 Saint-Gaultier

Références : VI 23/05/23 UD36 (RB)
Code AIOT : 0010002859

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté Les Gaillards 36800 Saint-Gaultier. L'inspection a été annoncée le 19/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection d'un établissement classé P1.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- Les Gaillards 36800 Saint-Gaultier
- Code AIOT : 0010002859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de SAINT-GAULTIER aux lieux-dits « Les

Gaillards », « Le Champ des Ronces », « Pré Gentillet », « Dix Mines », « Chézal-Dessus », « Le Champ des Bruyères », « Le Bois de l'Etang » et « Terre du Bois de la Montée ». L'emprise autorisée est de 74 ha 15 a 51 ca. L'usine de production de chaux est implantée sur le site.

Le matériau extrait est du calcaire.

La production maximale autorisée est de 800 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 650 000 tonnes. Le calcaire extrait est traité sur place. Il est ensuite utilisé pour alimenter l'usine de fabrication de chaux ou directement en amendement agricole. L'abattage des matériaux est réalisé à l'explosif.

Arrêté préfectoral n° 2005-07-0259 du 29 juillet 2005 (modifié) autorise LHOIST FRANCE OUEST à la poursuite et l'extension d'une carrière de calcaire jusqu'au 29 juillet 2035.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- suivi annuel d'exploitation
- nuisances émises par l'installation
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas d'identification des piézomètres et des fossés sur le plan orienté, pas de mesure de bruit réalisé en 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ont) été donnée(s)	Autre information
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article Article II.2	/	Sans objet
7	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 03/08/2005, article Article III.5.C.d	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ont) été donnée(s)	Autre information
2	GARANTIES FINANCIERES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article Article II.1.C	/	Sans objet
3	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 30/07/2005, article Article III.4.D	/	Sans objet
4	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 31/07/2005, article Article III.4.D.a	/	Sans objet
5	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article Article III.4.D.a	/	Sans objet
6	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article Article III.4.G	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes modifications dans l'établissement doivent être portées à la connaissance de l'inspection des installations classées et les déchets du site doivent être tracés conformément à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article Article II.2
Thème(s) : Situation administrative, MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'avance de 2 ans sur la découverte de la zone d'exploitation n'a pas été portée à la connaissance du préfet. Dans le cadre de son projet biomasse, un bassin de rétention va être mis en place sur le site, l'exploitant devra également porter à connaissance de l'inspection des installations classées cette modification avant sa mise en service.
Observations : L'exploitant a une avance de 2 ans sur la découverte de la zone d'exploitation. L'exploitant doit mettre à jour son plan de phasage dans le cadre d'un porter à connaissance. A noter que la modification du phasage a une incidence sur les garanties financières à cautionner.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : GARANTIES FINANCIERES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article Article II.1.C
Thème(s) : Situation administrative, ACTUALISATION DES GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis à IIC un acte de cautionnement (HSBC) mis à jour pour la période 29/11/22 au 28/07/25.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2005, article Article III.4.D
Thème(s) : Risques chroniques, COTES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière aura pour cotes minimales 83m NGF et 88m NGF (pour l'extension).
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : Le carreau de la carrière a pour cotes minimales 85,3m NGF et 100,4m NGF (pour l'extension), mesures relevées sur le plan topographique mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2005, article Article III.4.D.a
Thème(s) : Risques chroniques, COTES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des gradins n'excédera pas 15m.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : La hauteur des gradins est d'environ 13 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article Article III.4.D.a
Thème(s) : Risques accidentels, TIRS DE MINES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives.[...] l'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : L'exploitant a réalisé 20 tirs de mines en 2022, les mesures ont été transmises à l'inspection des installations classées le 31/03/2023. Lors des tirs, l'accès au site est fermé, la mise en oeuvre pour les tirs est réalisée par des externes (Serfotex pour la foration et le minage/ Titanobel pour approvisionnement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article Article III.4.G
Thème(s) : Risques accidentels, STABILITÉ DES FRONTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords de l'exploitation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. [...].
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : Sur le plan topographique du 16/12/22, transmis le 30/03/23, les distances du périmètre d'exploitation à la limite de propriété est supérieure à 10 m.Des études sont réalisées pour diminuer les vitesses de vibrations: identification des failles parallèles aux fronts, afin de réajuster les fronts de taille à la perpendiculaire et ainsi diminuer les impacts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2005, article Article III.5.C.d
Thème(s) : Risques chroniques, TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations. A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées[...].
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations
Observations : L'exploitant produit des déchets non-dangereux et valorise des déchets inertes sans traçabilité. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit se conformer à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet